

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/204870]

19 JUILLET 2018. — Décret spécial instituant la consultation populaire (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Objet*

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 39bis de la Constitution.

Art. 2. Le Parlement wallon peut, à la demande d'au moins 60 000 habitants de la Région wallonne ou à l'initiative d'au moins la majorité simple de ses membres, décider de consulter les habitants de la Région wallonne sur les matières visées à l'article 4.

Lorsqu'elle émane d'habitants de la Région wallonne, l'initiative doit, en outre, être soutenue par au moins 2 % des habitants dans la majorité des circonscriptions électorales arrêtées pour les élections du Parlement wallon.

Art. 3. Au sens du présent décret, on entend par habitant la personne qui :

1° est inscrite ou mentionnée au registre de la population d'une commune située sur le territoire de la Région wallonne;

2° est âgée de seize ans accomplis;

3° ne fait pas l'objet d'une condamnation ou d'une décision emportant l'exclusion ou la suspension des droits électoraux de ceux qui sont appelés à voter aux élections régionales.

Art. 4. § 1^{er}. La consultation populaire ne peut porter que sur une compétence exclusivement attribuée à la Région wallonne.

Ne peut faire l'objet d'une consultation populaire :

1° une question en contradiction avec les droits de l'homme et les libertés fondamentales garantis par le titre II de la Constitution et par les traités internationaux ratifiés par la Belgique;

2° une question ayant pour objet ou pour effet de déroger aux obligations internationales et supranationales de la Belgique;

3° une question ayant pour objet des matières qui requièrent la majorité des deux tiers des suffrages exprimés au sein du Parlement wallon;

4° une question relative aux finances, aux budgets et à la fiscalité;

5° une question de personne;

6° une question ayant pour objet un traité mixte tel que défini, d'une part à l'article 4 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et d'autre part, dans l'Accord de coopération du 8 mars 1994 entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions relatif aux modalités de conclusion des traités mixtes, et qui est en cours de négociation.

§ 2. Nulle consultation populaire ne peut être organisée tant que la Cour constitutionnelle n'a pas statué sur la demande de consultation populaire ou si la Cour constitutionnelle décide que la consultation populaire ne respecte pas l'une des normes dont elle assure le contrôle.

§ 3. Nulle consultation populaire ne peut être organisée au cours des six mois qui précèdent la date fixée pour une élection régionale, fédérale ou européenne ainsi que pour le renouvellement intégral des conseils communaux et provinciaux. En cas d'élection fédérale anticipée ou d'élection partielle qui le concerne, le Parlement wallon diffère l'organisation d'une consultation populaire sauf si une décision différente est adoptée à la majorité des deux tiers de ses membres.

En cas d'élection ne concernant qu'une ou plusieurs communes ou ne concernant qu'un ou plusieurs districts d'une province, le Parlement wallon peut différer l'organisation d'une consultation populaire.

La consultation populaire ne peut être organisée le même jour que celui où se tient une élection visée à l'alinéa 1^{er}.

Une consultation populaire régionale et une consultation populaire au niveau communal ou provincial ne peuvent être organisées le même jour.

Au cours d'une législature, il ne peut être organisé qu'une seule consultation populaire sur un même objet.

Il ne peut être organisé de consultation populaire plus d'une fois tous les six mois.

CHAPITRE II. — *Recevabilité*

Art. 5. § 1^{er}. La demande d'une consultation populaire émanant des habitants n'est recevable que pour autant qu'elle soit introduite au moyen d'un formulaire mis à disposition par le Parlement wallon et qu'elle soit adressée, sous format papier, par lettre recommandée au Président du Parlement wallon ou, par voie électronique via le site web du Parlement.

Elle doit comprendre, outre la reproduction de l'article 196 du Code pénal, les mentions suivantes :

1° le ou les projets de questions qui sont proposés à la consultation populaire, formulés de manière à ce qu'il puisse y être répondu par « oui » ou « non » ;

2° une mise en relation de la ou des questions proposées avec les compétences exclusivement attribuées à la Région;

3° le nom, le prénom, la date de naissance et le domicile de chacune des personnes qui soutiennent l'initiative de demander la consultation populaire aux fins de la procédure de contrôle préalable devant la Cour constitutionnelle;

4° le nom, le prénom, la date de naissance et le domicile de ceux qui, parmi les personnes visées au 3°, prennent l'initiative et qui sont d'un nombre minimal de cinq et d'un nombre maximal de vingt-cinq.

La demande est prise en considération en séance plénière. Les délais commencent à courir à partir de cette prise en considération.

§ 2. Pour pouvoir demander une consultation populaire au titre d'habitant, il faut réunir les conditions prévues à l'article 3 à la date à laquelle la demande est introduite.

§ 3. La demande de consultation populaire qui émane de membres du Parlement wallon n'est recevable que si elle est déposée par écrit sur le formulaire prévu à cet effet.

Elle doit comprendre, outre la reproduction de l'article 196 du Code pénal, les mentions suivantes :

1° le ou les projets de questions qui sont proposés à la consultation populaire, formulés de manière à ce qu'il puisse y être répondu par « oui » ou « non »;

2° une mise en relation de la ou des questions proposées avec les compétences exclusivement attribuées à la Région;

3° le nom et le prénom des députés qui soutiennent l'initiative aux fins de la procédure de contrôle préalable devant la Cour constitutionnelle.

La demande est prise en considération en séance plénière. Les délais commencent à courir à partir de cette prise en considération.

§ 4. La demande de consultation populaire est irrecevable si elle est relative à un objet qui a déjà été refusé au cours de la législature.

Art. 6. § 1^{er}. La demande de consultation populaire est examinée par le Parlement wallon qui vérifie si elle satisfait aux conditions requises.

§ 2. Afin que le Parlement wallon puisse vérifier si la demande de consultation populaire est soutenue par un nombre suffisant de signatures valables, le Greffier du Parlement wallon procède à la radiation :

1° des signatures en double;

2° des signatures des personnes qui ne répondent pas aux conditions fixées à l'article 3;

3° des signatures des personnes dont les données fournies ne suffisent pas à permettre la vérification de leur identité.

Le contrôle des signatures est clos lorsque le nombre de signatures valables est atteint.

Art. 7. § 1^{er}. Le Parlement wallon statue, à la majorité simple de ses membres, dans les soixante jours de la prise en considération de la consultation populaire visée à l'article 5. La décision emporte soit l'approbation, le cas échéant moyennant une nouvelle formulation des questions proposées, soit le refus d'organiser la consultation populaire.

Deux questions au maximum peuvent être posées par objet.

Le Parlement wallon est assisté par une Commission d'experts pour la formulation de la ou des questions proposées.

Les délais sont suspendus pendant les vacances parlementaires et quand la session est close.

§ 2. Des auditions peuvent être tenues notamment en vue de partager avec les demandeurs les observations et points de vue résultant de l'examen de la demande, tant quant au principe même de l'organisation de la consultation populaire qu'en ce qui concerne le ou les projets de questions destinés à la population.

Lorsque la demande émane des habitants de la Région wallonne, les demandeurs sont représentés par au moins cinq des personnes visées à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, 4°.

Art. 8. Lorsque la demande de consultation populaire émane des habitants de la Région wallonne, les personnes visées à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, 4°, disposent, avant l'introduction de la demande de consultation populaire auprès de la Cour constitutionnelle, de la faculté de déclarer abandonner leur qualité de signataires de la demande s'ils considèrent que la ou les questions arrêtées par le Parlement wallon sont formulées en des termes auxquels ils ne peuvent pas adhérer. Cet abandon fait l'objet d'une mention dans la brochure d'information prévue à l'article 14.

La faculté d'abandonner la qualité de signataires de la demande peut être exercée exclusivement par les personnes visées à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, 4°.

Art. 9. Lorsque le Parlement wallon a statué favorablement sur l'organisation de la consultation populaire, le Président du Parlement wallon introduit sans délai la demande de consultation populaire auprès de la Cour constitutionnelle.

La décision du Parlement wallon est publiée sur son site web et mentionne que la demande doit encore faire l'objet de la procédure de contrôle de la Cour constitutionnelle.

CHAPITRE III. — Organisation

Art. 10. § 1^{er}. Si la Cour constitutionnelle statue favorablement sur la demande de consultation populaire, le Parlement wallon publie au *Moniteur belge* les informations relatives à la consultation populaire et précise au minimum le ou les objets abordés, la ou les questions posées ainsi qu'après concertation avec le Gouvernement, la date à laquelle se tiendra la consultation populaire.

§ 2. Les informations visées au § 1^{er} sont diffusées :

- par un avis inséré sur les sites web du Parlement wallon et du Service public de Wallonie;
- par un avis inséré dans au moins trois quotidiens diffusés sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne, dont un de langue allemande;
- par un communiqué diffusé à trois reprises par la R.T.B.F. et les télévisions locales.

Art. 11. Il ne peut être organisé plus de deux consultations populaires à la fois.

Art. 12. § 1^{er}. Lorsque la Cour constitutionnelle a statué favorablement sur la demande de consultation populaire, deux comités de soutien sont formés, un comité du « oui » et un comité du « non ».

Dans les sept jours ouvrables à compter de la publication de la décision de la Cour sur son site web, conformément aux articles 114 et 118*bis*, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le greffe du Parlement publie un avis sur le site web du Parlement informant les habitants de la Région wallonne qu'ils disposent d'un délai de vingt jours à compter de cette publication pour notifier au greffe du Parlement leur souhait d'être membre fondateur de l'un ou de l'autre comité.

Si un ou les deux comités ne peuvent être formés dans le délai, une nouvelle publication intervient dans les mêmes conditions.

§ 2. Si les deux comités ne peuvent être formés au terme de cette nouvelle publication, le Parlement constate que la consultation populaire ne peut être organisée.

§ 3. A l'expiration du délai prévu au § 1^{er}, alinéa 2 ou 3, les membres fondateurs de chaque comité sont convoqués, dans les dix jours, par le greffier du Parlement wallon, dans les locaux de celui-ci, afin d'adopter un règlement. Celui-ci a pour objet d'arrêter la composition du comité, en déterminant les conditions et modalités d'affiliation au comité. Il a aussi pour objet de régler le fonctionnement du comité. Ce dernier doit désigner un président. Les membres du Parlement wallon ne peuvent faire partie du ou des organes internes créés au sein du comité.

Chaque comité est considéré comme ayant été constitué le jour de la réunion visée à l'alinéa précédent.

Art. 13. § 1^{er}. Chaque comité dispose d'un fonds spécialement affecté aux dépenses qui seront consenties dans le cadre de la campagne.

Chaque comité désigne un des membres affiliés pour gérer ce fonds, dénommé « trésorier du fonds », selon les conditions et modalités définies par le règlement du comité.

§ 2. Le fonds est alimenté par :

1° une dotation que le Parlement wallon est tenu de verser au fonds de chaque comité et dont le montant est fixé au début de la législature;

2° les contributions versées à ce fonds par les partis politiques qui le souhaitent, à la condition que la somme versée à chaque fonds par un parti politique ne dépasse pas 10 % de la dotation qu'il perçoit du Parlement wallon. Pour les partis qui ne perçoivent pas de dotation, le plafond est calculé en fonction du nombre d'élus au Parlement wallon en application de l'article 35 du Règlement du Parlement wallon;

3° les contributions versées à ce fonds par les habitants de la Région wallonne qui le souhaitent, à la condition que la somme versée à chaque fonds par un habitant ne dépasse pas 500 euros.

Sont considérées comme des contributions au sens du 3°, les dons d'argent, les services rendus et les biens fournis dans le but de favoriser une option défendue par ce comité. Seules les contributions de personnes physiques sont admises.

Les contributions versées à chaque fonds sont enregistrées par le trésorier du fonds, qui doit indiquer le montant de chaque contribution, ou son équivalent, et sa provenance.

§ 3. Les dépenses consenties par chaque comité jusqu'au jour de la consultation populaire sont imputées sur le fonds de ce dernier. Toute dépense doit être visée par le trésorier du fonds. Pour chaque comité, les dépenses ne sont autorisées qu'à concurrence d'un plafond de 750 000 euros.

Sont considérées comme des dépenses, pour l'application du présent décret spécial, toutes les dépenses et tous les engagements financiers afférents à des messages verbaux, écrits, sonores et visuels, destinés à influencer favorablement l'une ou l'autre option et émis entre le jour de la constitution du comité et le jour de la consultation populaire. Ils doivent être imputés au prix du marché.

Sont également considérées comme des dépenses, pour l'application du présent décret spécial, les dépenses engagées par des tiers en faveur de l'une ou l'autre option, à moins que le ou les comités concernés ne mettent, dès qu'ils ont pris connaissance de la campagne menée par les tiers en question, ceux-ci en demeure, par lettre recommandée à la poste, de cesser cette campagne. Cette lettre devra être jointe au rapport visé au paragraphe 1^{er} de l'article 20.

Ne sont pas considérées comme des dépenses, les dépenses visées à l'article 4, § 3, de la loi du 19 mai 1994 réglementant la campagne électorale, concernant la limitation et la déclaration des dépenses électorales engagées pour les élections du Parlement wallon, du Parlement flamand, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Parlement de la Communauté germanophone, et fixant le critère de contrôle des communications officielles des autorités publiques.

Art. 14. Au moins un mois avant le jour de la consultation populaire, le Parlement wallon met à la disposition des habitants une brochure présentant le ou les objets de la consultation populaire de manière objective. Cette brochure comporte la ou les questions sur lesquelles les habitants seront consultés ainsi qu'une information pratique sur les modalités du vote.

Cette brochure est établie par le Parlement wallon assisté d'une Commission d'experts et publiée sur son site web. Elle est distribuée en toute-boîte.

Art. 15. § 1^{er}. La consultation populaire est organisée par le Gouvernement wallon.

§ 2. Les dépenses nécessaires à l'organisation d'une consultation populaire sont à charge du budget de la Région wallonne.

Art. 16. La liste des participants est arrêtée septante-cinq jours avant la date de la consultation populaire.

A partir de cette date, toute personne indûment inscrite, omise ou rayée de cette liste peut introduire une réclamation auprès du Parlement wallon jusqu'au douzième jour précédent celui de la consultation populaire.

La réclamation est introduite par une requête adressée au Parlement wallon sous pli recommandé à la poste.

Le Parlement wallon est tenu de statuer sur toute réclamation, par une décision motivée, au plus tard le septième jour précédent celui de la consultation populaire.

Art. 17. § 1^{er}. La ou les questions ainsi que les propositions de réponses doivent figurer sur la lettre de convocation ainsi que sur le bulletin de vote, les questions étant clairement distinguées.

§ 2. Toute consultation populaire a lieu le dimanche.

Les participants sont admis au vote de huit heures à treize heures.

§ 3. Pour participer à une consultation populaire, il faut remplir les conditions pour être habitant.

La condition visée à l'article 3, 1^o, doit être réunie à la date à laquelle la liste des participants est arrêtée. Les conditions visées à l'article 3, 2^o et 3^o, doivent être réunies le jour de la consultation populaire.

Les participants qui, postérieurement à la date à laquelle la liste précitée est arrêtée, perdent la condition prévue à l'article 3, 3^o, sont rayés de ladite liste.

§ 4. La participation à la consultation populaire n'est pas obligatoire.

Chaque participant a droit, pour chaque question posée, à une voix.

Le scrutin est secret.

§ 5. Il n'est procédé au dépouillement que si ont participé à la consultation populaire :

- 10 % au moins des habitants;

- et 10 % des habitants dans la majorité des circonscriptions électorales arrêtées pour les élections du Parlement wallon.

CHAPITRE IV. — *Validation*

Art. 18. Tout habitant à la date de la consultation populaire peut introduire une réclamation, dans les dix jours de la consultation.

Le Parlement statue sur cette réclamation dans les dix jours par une décision motivée, après avoir entendu le réclamant ou son avocat. Cette audition peut avoir lieu devant une commission instituée au sein du Parlement.

Si le Parlement constate une irrégularité de nature à avoir influencé de manière déterminante le résultat, il annule la consultation populaire.

Art. 19. Le Parlement wallon débat en séance plénière des résultats de la consultation populaire qui sont publiés, dans le mois du dépouillement du scrutin, au *Moniteur belge*.

CHAPITRE V. — *Contrôle*

Art. 20. § 1^{er}. Dans les trente jours qui suivent la consultation populaire, le trésorier de chaque fonds adresse au président de la commission de contrôle instituée par le décret régional wallon du 1^{er} avril 2004 relatif au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Parlement wallon, ainsi qu'au contrôle des communications du président du Parlement wallon et des membres du Gouvernement wallon, un rapport reprenant les sommes versées au fonds, la provenance de ces sommes et les dépenses consenties à partir de ce fonds. Ce rapport est publié sur le site web du Parlement wallon.

§ 2. Dans les trente jours de la publication du rapport, tout habitant peut introduire une réclamation fondée sur une violation des règles fixées à l'article 13.

§ 3. A l'expiration de ce délai, la commission de contrôle a trente jours pour examiner, après avoir éventuellement requis l'assistance de la Cour des comptes, l'exactitude et l'exhaustivité de chaque rapport.

Elle peut, à cette fin, demander toutes les informations complémentaires qui seraient nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

Si une réclamation a été introduite en vertu du paragraphe précédent, la commission statue après avoir entendu le réclamant ou son avocat. Si la commission juge que l'irrégularité est de nature à avoir influencé de manière déterminante le résultat, elle la transmet au Parlement afin que ce dernier se prononce, lors de sa plus prochaine réunion, sur l'annulation ou non de la consultation populaire.

§ 4. Sans préjudice de l'alinéa 3 du § 3, sera passible de poursuites, soit à l'initiative du procureur du Roi, soit sur plainte de toute personne justifiant d'un intérêt, et sera puni, en conséquence, d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 50 à 500 euros ou d'une de ces peines seulement :

1^o quiconque aura versé une contribution supérieure aux montants visés à l'article 13, § 2;

2^o quiconque aura accepté une contribution supérieure aux montants visés à l'article 13, § 2;

3^o quiconque aura sciemment consenti, au sein d'un comité, des dépenses ou pris des engagements en matière de propagande électorale en faveur de l'une ou l'autre option et dépassant le montant maximum prévu à l'article 13, § 3;

4^o quiconque aura sciemment consenti, en dehors d'un comité, des dépenses ou pris des engagements en matière de propagande électorale en faveur de l'une ou l'autre option en contrevenant aux dispositions prévues à l'article 13;

5^o quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 13, § 3, en matière de dépenses admissibles.

Les dénonciations anonymes ne seront pas prises en considération par le procureur du Roi.

§ 5. Le délai pour l'exercice du droit d'initiative du procureur du Roi et l'introduction des plaintes en ce qui concerne les infractions visées au § 4 expire le cent vingtième jour suivant le jour de la consultation populaire. Le procureur du Roi transmet à la Commission de contrôle une copie des plaintes. Le procureur du Roi en transmet également copie aux personnes visées par la plainte. Les communications s'effectuent dans les huit jours du dépôt des plaintes.

Le procureur du Roi avise la Commission de contrôle dans le même délai de sa décision d'engager des poursuites relatives aux faits visés au § 4.

§ 6. Toute personne ayant déposé une plainte ou intenté une action qui s'avère non fondée et pour laquelle l'intention de nuire est établie sera punie d'une amende de 50 à 500 euros.

§ 7. Dans le cadre des poursuites prévues au § 4, le procureur du Roi peut demander, au trésorier du fonds, toute information utile concernant l'origine des fonds ayant servi au financement des dépenses visées à l'article 13, § 3.

§ 8. Si le tribunal l'ordonne, le jugement peut être publié intégralement ou par extrait dans les journaux et hebdomadaires qu'il désigne.

Art. 21. § 1^{er}. Le rapport final de la commission de contrôle, établi conformément à l'article 20,

§ 3, mentionne :

1° par comité, le total des sommes versées au fonds, en distinguant les trois catégories visées à l'article 13, § 2, alinéa 1^{er}, la provenance de ces sommes et les dépenses consenties à partir de ce fonds;

2° toute irrégularité constatée;

3° l'objet des éventuelles réclamations et les décisions prises.

§ 2. Le président du Parlement wallon transmet sans délai le rapport final de la commission de contrôle aux services du *Moniteur belge* qui le publie dans les trente jours de sa réception.

§ 3. Le solde éventuel des sommes versées aux comités est reversé au Parlement wallon qui constitue un fonds spécifique consacré aux consultations populaires.

CHAPITRE VI. — *Dispositions diverses*

Art. 22. Sans préjudice des dispositions du présent décret spécial, les modalités pratiques d'organisation, de dépouillement et d'élaboration des résultats de la consultation populaire sont fixées par un décret adopté à la majorité simple.

Art. 23. Le présent décret spécial entre en vigueur à la date fixée par le décret à majorité simple visé dans le présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 juillet 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-Être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

Le Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—————
Note

(1) Session 2017-2018.

Documents du Parlement wallon, 559 (2015-2016) N^{os} 1, 1bis, 2 à 35.

Compte rendu intégral, séance plénière du 18 juillet 2018.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/204870]

19. JULI 2018 — Sonderdekret zur Einführung der Volksbefragung (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Gegenstand*

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret regelt eine in Artikel 39bis der Verfassung erwähnte Angelegenheit.

Art. 2 - Das Wallonische Parlament kann auf Antrag von mindestens 60.000 Einwohnern der Wallonischen Region oder auf Initiative von mindestens der einfachen Mehrheit seiner Mitglieder beschließen, die Einwohner der Wallonischen Region zu den in Artikel 4 erwähnten Angelegenheiten zu befragen.

Wenn die Initiative von den Einwohnern der Wallonischen Region ausgeht, muss sie außerdem von mindestens 2 % der Einwohner in der Mehrheit der für die Wahlen des Wallonischen Parlaments festgelegten Wahlkreise unterstützt werden.

Art. 3 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gilt als Einwohner die Person,

1° die im Bevölkerungsregister einer auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegenen Gemeinde eingetragen oder vermerkt ist;

2° die das sechzehnte Lebensjahr vollendet hat;

3° gegen die kein Urteil oder Entscheid ausgesprochen worden ist, das beziehungsweise der für einen regionalen Wähler den Ausschluss vom Wahlrecht oder die Aussetzung dieses Rechts bedeutet.

Art. 4 - § 1. Die Volksbefragung darf sich nur auf eine ausschließlich der Wallonischen Region zugewiesene Zuständigkeit beziehen.

Folgende Angelegenheiten können nicht Gegenstand einer Volksbefragung sein:

1° eine Angelegenheit im Widerspruch zu den Menschenrechten und Grundfreiheiten, die durch den Titel II der Verfassung und durch die von Belgien ratifizierten internationalen Verträge garantiert werden;

2° eine Angelegenheit, die zum Gegenstand oder zur Folge die Abweichung von den internationalen und überstaatlichen Verpflichtungen Belgiens hat;

3° eine Angelegenheit, die Themen zum Gegenstand hat, die die Zweidrittelmehrheit der innerhalb des Wallonischen Parlaments abgegebenen Stimmen erfordern;

4° eine Angelegenheit bezüglich der Finanzen, Haushaltspläne und Steuern;

5° eine personenbezogene Angelegenheit;

6° eine Angelegenheit, die einen gemischten Vertrag zum Gegenstand hat, so wie er einerseits in Artikel 4 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union und andererseits im Zusammenarbeitsabkommen vom 8. März 1994 zwischen dem Föderalstaat, den Gemeinschaften und den Regionen bezüglich der Modalitäten für den Abschluss der gemischten Verträge bestimmt wird, und über die noch verhandelt wird.

§ 2. Keinerlei Volksbefragung darf organisiert werden, solange der Verfassungsgerichtshof nicht über den Antrag auf eine Volksbefragung entschieden hat oder wenn der Verfassungsgerichtshof entschieden hat, dass die Volksbefragung eine der Normen, deren Kontrolle er gewährleistet, nicht beachtet.

§ 3. Keinerlei Volksbefragung darf während eines Zeitraums von sechs Monaten vor dem für regionale, föderale oder europäische Wahl festgelegten Datum, sowie während eines Zeitraums von sechs Monaten vor dem für die Gesamterneuerung der Gemeinde- und Provinzialräte festgelegten Datum organisiert werden.

Das Wallonische Parlament verschiebt bei vorgezogenen Föderalwahlen oder Ersatzwahlen, die es betreffen, die Organisation einer Volksbefragung, es sei denn ein anderslautender Beschluss wird mit einer Zweidrittelmehrheit seiner Mitglieder verabschiedet.

Bei Wahlen, die nur eine oder mehrere Gemeinden oder nur einen oder mehrere Distrikte einer Provinz betreffen, kann das Wallonische Parlament die Organisation einer Volksbefragung verschieben.

Die Volksbefragung darf nicht an dem Tag organisiert werden, an dem eine der in Absatz 1 erwähnten Wahlen stattfindet.

Eine regionale Volksbefragung oder eine Volksbefragung auf kommunaler oder provinzieller Ebene dürfen nicht an demselben Tag organisiert werden.

Im Laufe einer Legislaturperiode darf nur eine einzige Volksbefragung zu ein und demselben Thema organisiert werden.

Eine Volksbefragung darf nicht öfter als einmal alle sechs Monate organisiert werden.

KAPITEL II — *Zulässigkeit*

Art. 5 - § 1. Der von den Einwohnern ausgehende Antrag auf eine Volksbefragung ist nur zulässig, wenn er mittels eines vom Wallonischen Parlament zur Verfügung gestellten Formulars eingereicht und an den Präsidenten des Wallonischen Parlaments in Papierformat per Einschreiben oder auf elektronischem Wege über die Website des Parlaments gerichtet wird.

Zusätzlich zu dem Wortlaut des Artikels 196 des Strafgesetzbuches muss der Antrag folgende Angaben umfassen:

1° den Entwurf oder die Entwürfe über die Fragen, die für die Volksbefragung vorgeschlagen und derart formuliert werden, dass sie mit "ja" oder "nein" beantwortet werden können;

2° eine Anbindung der vorgeschlagenen Frage(n) an die ausschließlich der Region zugewiesenen Zuständigkeiten;

3° den Namen, den Vornamen, das Geburtsdatum und den Wohnsitz aller Personen, die die Initiative zur Beantragung der Volksbefragung unterstützen, im Hinblick auf das Verfahren der vorhergehenden Kontrolle vor dem Verfassungsgerichtshof;

4° den Namen, den Vornamen, das Geburtsdatum und den Wohnsitz derjenigen unter den in Ziffer 3 erwähnten Personen, die die Initiative ergreifen und deren Anzahl mindestens fünf und höchstens fünfundzwanzig beträgt.

Der Antrag wird in der Plenarsitzung in Betracht gezogen. Die Fristen laufen ab dieser Inbetrachtziehung.

§ 2. Um als Einwohner eine Volksbefragung beantragen zu können, müssen am Datum, an dem der Antrag eingereicht wird, die in Artikel 3 vorgesehenen Bedingungen erfüllt werden.

§ 3. Der Antrag auf eine Volksbefragung, der von den Mitgliedern des Wallonischen Parlaments ausgeht, ist nur zulässig, wenn er schriftlich anhand des zu diesem Zweck vorgesehenen Formulars vorgelegt wird.

Zusätzlich zu dem Text des Artikels 196 des Strafgesetzbuches muss der Antrag folgende Angaben umfassen:

1° den Entwurf oder die Entwürfe über die Fragen, die für die Volksbefragung vorgeschlagen und derart formuliert werden, dass sie mit "ja" oder "nein" beantwortet werden können;

2° eine Anbindung der vorgeschlagenen Frage(n) an die ausschließlich der Region zugewiesenen Zuständigkeiten;

3° den Namen und Vornamen der Abgeordneten, die die Initiative unterstützen, im Hinblick auf das Verfahren der vorhergehenden Kontrolle vor dem Verfassungsgerichtshof.

Der Antrag wird in der Plenarsitzung in Betracht gezogen. Die Fristen laufen ab dieser Inbetrachtziehung.

§ 4. Der Antrag auf eine Volksbefragung ist unzulässig, wenn er sich auf einen Gegenstand bezieht, der bereits im Laufe der Legislaturperiode abgelehnt wurde.

Art. 6 - § 1. Der Antrag auf eine Volksbefragung wird vom Wallonischen Parlament untersucht, das überprüft, ob die erforderlichen Bedingungen erfüllt sind.

§ 2. Damit das Wallonische Parlament überprüfen kann, ob der Antrag auf eine Volksbefragung von einer ausreichenden Anzahl gültiger Unterschriften unterstützt wird, löscht der Greffier des Wallonischen Parlaments:

1° die doppelten Unterschriften;

2° die Unterschriften der Personen, die die in Artikel 3 festgelegten Bedingungen nicht erfüllen;

3° die Unterschriften der Personen, deren bereitgestellte Angaben nicht zur Überprüfung ihrer Identität ausreichen.

Die Überprüfung der Unterschriften ist abgeschlossen, wenn die erforderliche Anzahl gültiger Unterschriften erreicht ist.

Art. 7 - § 1. Innerhalb von sechzig Tagen ab der Inbetrachtziehung der in Artikel 5 erwähnten Volksbefragung beschließt das Wallonische Parlament mit der einfachen Mehrheit seiner Mitglieder. Der Beschluss führt entweder zur Genehmigung, gegebenenfalls durch die Neuformulierung der vorgeschlagenen Fragen, oder zur Ablehnung der Durchführung einer Volksbefragung.

Es dürfen höchstens zwei Fragen zu einem Thema gestellt werden.

Für die Formulierung der vorgeschlagenen Frage(n) wird das Wallonische Parlament von einem Sachverständigenausschuss unterstützt.

Die Fristen werden während den Parlamentsferien und bei Abschluss der Sitzungsperiode ausgesetzt.

§ 2. Es können Anhörungen organisiert werden, insbesondere um mit den Antragstellern die Bemerkungen und Standpunkte auszutauschen, die sich aus der Untersuchung des Antrags ergeben, sowohl was die Organisation der Volksbefragung an sich betrifft, als auch den Entwurf oder die Entwürfe der Fragen an die Bevölkerung.

Wenn der Antrag von den Einwohnern der Wallonischen Region ausgeht, werden die Antragsteller von wenigstens fünf der in Artikel 5 § 1 Absatz 2 Ziffer 4 erwähnten Personen vertreten.

Art. 8 - Wenn der Antrag auf eine Volksbefragung von den Einwohnern der Wallonischen Region ausgeht, haben die in Artikel 5 § 1 Absatz 2 Ziffer 4 erwähnten Personen vor der Einreichung des Antrags auf die Volksbefragung bei dem Verfassungsgerichtshof die Möglichkeit, zu erklären, dass sie ihre Eigenschaft als Unterzeichner des Antrags auf die Volksbefragung aufgeben, wenn sie der Ansicht sind, dass die vom Wallonischen Parlament verabschiedeten Frage(n) derart formuliert ist bzw. sind, dass sie sich dieser bzw. diesen nicht anschließen können. Diese Aufgabe wird in der in Artikel 14 erwähnten Informationsbroschüre angegeben.

Ausschließlich die in Artikel 5 § 1 Absatz 2 Ziffer 4 erwähnten Personen können von der Möglichkeit, die Eigenschaft als Unterzeichner des Antrags aufzugeben, Gebrauch machen.

Art. 9 - Wenn das Wallonische Parlament günstig über die Organisation der Volksbefragung entschieden hat, reicht der Präsident des Wallonischen Parlaments den Antrag auf eine Volksbefragung unverzüglich beim Verfassungsgerichtshof ein.

Die Entscheidung des Wallonischen Parlaments wird auf seiner Website veröffentlicht und erwähnt, dass der Antrag noch durch den Verfassungsgerichtshof geprüft werden muss.

KAPITEL III — Organisation

Art. 10 - § 1. Wenn der Verfassungsgerichtshof günstig über den Antrag auf eine Volksbefragung entscheidet, veröffentlicht das Wallonische Parlament die Informationen zur Volksbefragung im *Belgischen Staatsblatt* und gibt mindestens den behandelten Gegenstand oder die behandelten Gegenstände, die gestellten Fragen sowie nach Absprache mit der Regierung das Datum, an dem die Volksbefragung stattfindet, an.

§ 2. Die in § 1 erwähnten Informationen werden folgendermaßen verbreitet:

- durch eine auf den Websites des Wallonischen Parlaments und des Öffentlichen Dienstes der Wallonie eingefügte Bekanntmachung;

- durch eine in mindestens drei auf dem gesamten Gebiet der Wallonischen Region verbreiteten Tageszeitungen eingefügte Bekanntmachung, eine davon in deutscher Sprache;

- durch eine Mitteilung, die dreimal von der R.T.B.F. (Belgische Rundfunk- und Fernsehanstalt der Französischen Gemeinschaft) und den lokalen Fernsehsendern ausgestrahlt wird.

Art. 11 - Es dürfen nicht mehr als zwei Volksbefragungen gleichzeitig organisiert werden.

Art. 12 - § 1. Wenn der Verfassungsgerichtshof günstig über den Antrag auf eine Volksbefragung entschieden hat, werden zwei Unterstützungskomitees gegründet: ein befürwortendes und ein ablehnendes Komitee.

Innerhalb von sieben Werktagen ab der Veröffentlichung des Beschlusses des Gerichtshofs auf seiner Website gemäß den Artikeln 114 und 118*bis* Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof veröffentlicht der Greffier auf der Website des Parlaments eine Bekanntmachung, durch die die Einwohner der Wallonischen Region informiert werden, dass sie über eine Frist von zwanzig Tagen ab dieser Veröffentlichung verfügen, dem Greffier des Parlaments ihre Absicht mitzuteilen, Mitbegründer des einen oder anderen Komitees zu werden.

Wenn eines der Komitees oder beide nicht fristgerecht gebildet werden können, findet eine neue Veröffentlichung unter denselben Bedingungen statt.

§ 2. Wenn beide Komitees nach dieser neuen Veröffentlichung noch nicht gebildet werden können, stellt das Parlament fest, dass die Volksbefragung nicht durchgeführt werden kann.

§ 3. Nach Ablauf der in § 1 Absatz 2 oder 3 vorgesehenen Frist werden die Mitbegründer eines jeden Komitees innerhalb von zehn Tagen vom Greffier des Wallonischen Parlaments in dessen Räumlichkeiten vorgeladen, um eine Geschäftsordnung zu verabschieden. Dabei wird die Zusammensetzung des Komitees bestimmt, wobei die Bedingungen und Modalitäten der Mitgliedschaft im Komitee festgelegt werden. Die Geschäftsordnung hat ebenfalls zum Gegenstand, die Arbeitsweise des Komitees zu regeln. Das Komitee hat einen Vorsitzenden zu ernennen. Die Mitglieder des Wallonischen Parlaments dürfen dem oder den innerhalb des Komitees gegründeten internen Organ(en) nicht angehören.

Jedes Komitee gilt als an dem Tag der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Versammlung gebildet.

Art. 13 - § 1. Jedes Komitee verfügt über einen eigens für die im Rahmen der Kampagne getätigten Ausgaben bestimmten Fonds.

Jedes Komitee ernannt eines der angeschlossenen Mitglieder, genannt "Kassenführer des Fonds", um den Fonds unter den Bedingungen und gemäß den Modalitäten, die in der Geschäftsordnung des Komitees festgelegt werden, zu verwalten.

§ 2. Der Fonds wird finanziert:

1° über eine Dotation, die das Wallonische Parlament in den Fonds eines jeden Komitees einzahlen muss und deren Betrag zu Beginn der Legislaturperiode festgelegt wird;

2° über Beiträge, die die politischen Parteien, die dies wünschen, in den Fonds einzahlen, unter der Bedingung, dass der von einer politischen Partei in jeden Fonds eingezahlte Betrag 10 % der vom Wallonischen Parlament gezahlten Dotation nicht überschreitet. Für die Parteien, die keine Dotation erhalten, wird der Höchstbetrag in Anwendung von Artikel 35 der Geschäftsordnung des Wallonischen Parlaments nach der Anzahl der gewählten Mitglieder im Wallonischen Parlament berechnet;

3° über Beiträge, die die Einwohner der Wallonischen Region, die dies wünschen, in den Fonds einzahlen, unter der Bedingung, dass der von einem Einwohner in jeden Fonds eingezahlte Betrag 500 Euro nicht überschreitet.

Geldspenden, Dienstleistungen und Warenlieferungen zur Förderung einer vom Komitee verteidigten Option gelten als Beiträge im Sinne von Ziffer 3. Nur die Beiträge natürlicher Personen sind zugelassen.

Die Beiträge zu jedem Fonds werden vom Kassenführer des Fonds verzeichnet, wobei er den Betrag eines jeden Beitrags oder deren Gegenwert und seine Herkunft angibt.

§ 3. Die von jedem Komitee bis zum Tag der Volksbefragung getätigten Ausgaben werden seinem Fonds angerechnet. Jede Ausgabe muss vom Kassenführer des Fonds abgezeichnet werden. Für jedes Komitee werden die Ausgaben nur bis zu einem Höchstbetrag von 750 000 Euro zugelassen.

Im Rahmen der Anwendung des vorliegenden Sonderdekrets gelten als Ausgaben alle Ausgaben und finanzielle Verpflichtungen im Zusammenhang mit mündlichen, schriftlichen, audiovisuellen und visuellen Mitteilungen, die dazu bestimmt sind, die eine oder andere Option günstig zu beeinflussen, und die zwischen dem Tag der Einsetzung des Komitees und dem Tag der Volksbefragung abgegeben werden. Sie sind zum Marktpreis zu berechnen.

Im Rahmen der Anwendung des vorliegenden Sonderdekrets gelten als Ausgaben ebenfalls diejenigen, die von Drittpersonen zugunsten der einen oder anderen Option getätigt werden, es sei denn, das oder die betroffenen Komitees fordern diese Drittpersonen - unmittelbar nachdem sie von der von diesen geführten Kampagne Kenntnis erlangt haben - mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben auf, diese zu beenden. Dieses Schreiben ist dem in Artikel 20 Paragraph 1 erwähnten Bericht beizufügen.

Die in Artikel 4 § 3 des Gesetzes vom 19. Mai 1994 zur Regelung der Wahlkampagne, über die Einschränkung und Erklärung der Wahlausgaben für die Wahlen des Wallonischen Parlaments, des Flämischen Parlaments, des Parlaments der Region Brüssel-Hauptstadt und des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft und zur Festlegung der Prüfkriterien für offizielle Mitteilungen der öffentlichen Behörden erwähnten Ausgaben gelten nicht als Ausgaben.

Art. 14 - Mindestens einen Monat vor dem Tag der Volksbefragung stellt das Wallonische Parlament den Einwohnern eine Broschüre zur Verfügung, in der die Themen der Volksbefragung objektiv dargestellt werden. Diese Broschüre enthält die Frage(n), die den Einwohnern gestellt werden, sowie eine praktische Information über die Abstimmungsmodalitäten der Abstimmung.

Diese Broschüre wird von dem Wallonischen Parlament mit Unterstützung eines Sachverständigenausschusses erstellt und auf seiner Website veröffentlicht.

Sie wird per Wurfesendung verteilt.

Art. 15 - § 1. Die Volksbefragung wird von der Wallonischen Regierung organisiert.

§ 2. Die für die Organisation einer Volksbefragung erforderlichen Ausgaben gehen zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region.

Art. 16 - Die Teilnehmerliste wird fünfundsiebzig Tage vor dem Datum der Volksbefragung abgeschlossen.

Ab diesem Datum kann jede Person, die unberechtigterweise eingetragen, ausgelassen oder aus der Liste gestrichen wurde, bis zum zwölften Tag vor dem Tag der Volksbefragung beim Wallonischen Parlament eine Beschwerde einreichen.

Die Beschwerde wird durch einen Antrag eingereicht, der mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben an das Wallonische Parlament gerichtet wird.

Das Wallonische Parlament muss spätestens am siebten Tag vor dem der besagten Volksbefragung durch einen begründeten Beschluss über jede Beschwerde entscheiden.

Art. 17 - § 1. Die Frage(n) sowie die Antwortvorschläge müssen auf der Aufforderung zur Stimmabgabe sowie auf dem Stimmzettel stehen, wobei die Fragen klar getrennt sind.

§ 2. Jede Volksbefragung findet an einem Sonntag statt.

Die Teilnehmer werden von acht bis dreizehn Uhr zur Stimmabgabe zugelassen.

§ 3. Um an der Volksbefragung teilzunehmen, müssen die Bedingungen erfüllt sein, um Einwohner zu sein.

Die in Artikel 3 Ziffer 1 erwähnte Bedingung muss am Datum, an dem die Teilnehmerliste abgeschlossen wird, erfüllt sein. Die in Artikel 3 Ziffern 2 und 3 erwähnten Bedingungen müssen am Tag der Volksbefragung erfüllt sein.

Die Teilnehmer, die nach dem Datum, an dem die vorerwähnte Liste abgeschlossen wurde, die in Artikel 3 Ziffer 3 vorgesehene Bedingung nicht mehr erfüllen, werden von dieser Liste gestrichen.

§ 4. Die Beteiligung an der Volksbefragung ist nicht obligatorisch.

Jeder Teilnehmer hat für jede Frage ein Recht auf eine Stimme.

Die Stimmabgabe ist geheim.

§ 5. Die Auszählung der Stimmen wird nur vorgenommen, wenn:

- mindestens 10 % der Einwohner

- und 10 % der Einwohner in der Mehrheit der für die Wahlen des Wallonischen Parlaments verabschiedeten Wahlkreise an der Volksbefragung teilgenommen haben.

KAPITEL IV — Gültigkeitserklärung

Art. 18 - Jede Person, die am Datum der Volksbefragung ein Einwohner ist, kann innerhalb von zehn Tagen nach der Befragung eine Beschwerde einreichen.

Innerhalb von zehn Tagen und nach Anhörung des Beschwerdeführers oder seines Anwalts entscheidet das Parlament durch einen begründeten Beschluss über diese Beschwerde.

Diese Anhörung kann vor einem innerhalb des Parlaments eingerichteten Ausschuss stattfinden.

Stellt das Parlament eine Unregelmäßigkeit fest, die das Ergebnis maßgeblich beeinflussen kann, erklärt es die Volksbefragung für nichtig.

Art. 19 - Das Wallonische Parlament erörtert die Ergebnisse der Volksbefragung im Rahmen einer Plenarsitzung, die innerhalb des Monats nach der Stimmenauszählung im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht werden.

KAPITEL V — Kontrolle

Art. 20 - § 1. Innerhalb von dreißig Tagen nach der Volksbefragung übermittelt der Kassenführer eines jeden Fonds dem Vorsitzenden des durch das Wallonische Regionaldekret vom 1. April 2004 über die Kontrolle der Wahlausgaben für die Wahlen des Wallonischen Parlaments sowie über die Kontrolle der Kommunikationen des Präsidenten des Wallonischen Parlaments und der Mitglieder der Wallonischen Regierung eingeführten Kontrollausschusses einen Bericht, in dem die in den Fonds eingezahlten Beträge, die Herkunft dieser Beträge und die aus diesem Fonds getätigten Ausgaben angegeben werden. Dieser Bericht wird auf der Website des Wallonischen Parlaments veröffentlicht.

§ 2. Innerhalb von dreißig Tagen ab der Veröffentlichung des Berichts kann jeder Einwohner eine auf einen Verstoß gegen die in Artikel 13 festgelegten Regeln gegründete Beschwerde einreichen.

§ 3. Nach Ablauf dieser Frist und gegebenenfalls nach Anforderung der Unterstützung des Rechnungshofs verfügt der Kontrollausschuss über dreißig Tage, um die Richtigkeit und die Vollständigkeit eines jeden Berichts zu überprüfen.

Zu diesem Zweck kann er die gesamten zusätzlichen Informationen, die für die Durchführung seiner Aufgabe notwendig werden könnten, anfordern.

Wurde eine Beschwerde nach dem vorangeführten Paragraphen eingereicht, so entscheidet der Ausschuss nach Anhörung des Beschwerdeführers oder seines Anwalts. Ist der Ausschuss der Ansicht, dass die Unregelmäßigkeit das Ergebnis maßgeblich beeinflussen kann, teilt er diese dem Parlament mit, damit es bei seiner nächsten Versammlung darüber befindet, ob die Volksbefragung für nichtig erklärt wird oder nicht.

§ 4. Unbeschadet von § 3 Absatz 3 kann entweder auf Initiative des Prokurators des Königs oder auf Anzeige jeder Person, die ein Interesse nachweisen kann, verfolgt werden und infolgedessen mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis einem Monat und einer Geldstrafe von 50 bis 500 Euro oder mit nur einer dieser Strafe belegt werden:

1° wer einen Beitrag überwiesen hat, der die in Artikel 13 § 2 erwähnten Beträge überschreitet;

2° wer einen Beitrag angenommen hat, der die in Artikel 13 § 2 erwähnten Beträge überschreitet;

3° wer innerhalb eines Komitees wissentlich Ausgaben getätigt oder Verpflichtungen eingegangen ist in Bezug auf Wahlpropaganda zugunsten einer der beiden Optionen und über den in Artikel 13 § 3 vorgesehenen Höchstbetrag hinaus;

4° wer außerhalb eines Komitees wissentlich Ausgaben getätigt oder Verpflichtungen eingegangen ist in Bezug auf Wahlpropaganda zugunsten einer der beiden Optionen und dabei gegen die in Artikel 13 vorgesehenen Bestimmungen verstoßen hat;

5° wer in Sachen zulässige Ausgaben gegen die in Artikel 13 § 3 vorgesehenen Bestimmungen verstoßen hat.

Anonyme Anzeigen werden vom Prokurator des Königs nicht berücksichtigt.

§ 5. Die Frist für die Ausübung des Initiativrechts des Prokurators des Königs und die Einreichung der Beschwerden betreffend die in § 4 erwähnten Verstöße läuft am hundertzwanzigsten Tag nach dem Tag der Volksbefragung ab. Der Prokurator des Königs übermittelt dem Kontrollausschuss eine Abschrift der Beschwerden. Der Prokurator des Königs übermittelt den Personen, die Gegenstand der Beschwerde sind, ebenfalls eine Abschrift. Die Mitteilungen erfolgen innerhalb von acht Tagen nach der Einreichung der Beschwerden.

Innerhalb derselben Frist unterrichtet der Prokurator des Königs den Kontrollausschuss über seinen Beschluss, bezüglich der in § 4 erwähnten Sachbestände ein Strafverfahren einzuleiten.

§ 6. Wer eine Beschwerde oder eine Klage einreicht, die sich als unbegründet erweist und für die erwiesen ist, dass sie in der Absicht zu schaden erfolgte, wird mit einer Geldstrafe von 50 bis 500 Euro belegt.

§ 7. Im Rahmen der in § 4 vorgesehenen Strafverfahren kann der Prokurator des Königs bei dem Kassenführer des Fonds jegliche Information über die Herkunft des Fonds anfordern, der zur Finanzierung der in Artikel 13 § 3 erwähnten Ausgaben gedient hat.

§ 8. Wenn ein das Gericht es anordnet, kann das Urteil vollständig oder auszugsweise in den von ihm bezeichneten Tageszeitungen und Wochenzeitschriften veröffentlicht werden.

Art. 21 - § 1. In dem gemäß Artikel 20 § 3 erstellten Schlussbericht des Kontrollausschusses wird Folgendes angegeben:

1° pro Komitee der in den Fonds eingezahlte Gesamtbetrag (wobei zwischen den drei in Artikel 13 § 2 Absatz 1 erwähnten Kategorien unterschieden wird), die Herkunft dieser Beträge und die aus diesem Fonds getätigten Ausgaben;

2° jede festgestellte Unregelmäßigkeit;

3° der Gegenstand der eventuellen Beschwerden und die gefassten Beschlüsse.

§ 2. Der Präsident des Wallonischen Parlaments übermittelt den Schlussbericht des Kontrollausschusses unverzüglich an die Dienststellen des *Belgischen Staatsblatts*, die ihn innerhalb von dreißig Tagen nach seiner Zustellung veröffentlichen.

§ 3. Der eventuelle Restbetrag der den Komitees überwiesenen Beträge wird dem Wallonischen Parlament ausgezahlt, das einen den Volksbefragungen gewidmeten spezifischen Fonds einrichtet.

KAPITEL VI — *Sonstige Bestimmungen*

Art. 22 - Unbeschadet der Bestimmungen des vorliegenden Sonderdekrets werden die praktischen organisatorischen Modalitäten und die Ausarbeitung der Ergebnisse der Volksbefragung im Rahmen eines mit der einfachen Mehrheit verabschiedeten Dekrets festgelegt.

Art. 23 - Das vorliegende Sonderdekret tritt an dem Datum in Kraft, das durch das in dem vorliegenden Dekret erwähnte mit der einfachen Mehrheit verabschiedete Dekret festgelegt wird.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 19. Juli 2018

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JÉHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

—
Fußnote

(1) Sitzung 2017-2018.

Dokumente des Wallonischen Parlaments 559 (2015-2016) Nrn. 1, *1bis*, *2bis* 35.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 18. Juli 2018.

Diskussion.

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/204870]

19 JULI 2018. — *Bijzonder decreet tot instelling van de volksraadpleging* (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Voorwerp*

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39*bis* van de Grondwet.

Art. 2. Het Waals Parlement kan, op verzoek van minstens 60.000 inwoners van het Waals Gewest of op initiatief van minstens de gewone meerderheid van zijn leden, besluiten de inwoners van het Waals Gewest te raadplegen over de in artikel 4 bedoelde aangelegenheden.

Als het initiatief uitgaat van inwoners van het Waalse Gewest, moet het ook gesteund worden door minstens 2 % van de inwoners in de meerderheid van de kieskringen die voor de verkiezingen voor het Waals Parlement worden vastgesteld.

Art. 3. In de zin van dit decreet, wordt verstaan onder inwoner de persoon die :

1° in het bevolkingsregister van een gemeente gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest ingeschreven of vermeld is;

2° de volle leeftijd van zestien jaar heeft bereikt;

3° niet het voorwerp uitmaakt van een veroordeling of van een beslissing die voor kiezers bij de gewestelijke verkiezingen de uitsluiting of schorsing van het kiesrecht tot gevolg heeft.

Art. 4. § 1. De volksraadpleging kan enkel betrekking hebben op een bevoegdheid die uitsluitend toegewezen is aan het Waalse Gewest.

In de volksraadpleging kunnen volgende vragen niet gesteld worden :

1° vragen die in tegenspraak zijn met de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, gewaarborgd bij titel II van de Grondwet en de door België geratificeerde internationale verdragen;

2° vragen die ertoe strekken of leiden dat België van zijn internationale en supranationale verplichtingen afwijkt;

3° vragen over aangelegenheden die de meerderheid van twee derde van de uitgebrachte stemmen in het Waals Parlement vereisen;

4° vragen over financiën, begrotingen en fiscaliteit;

5° vragen over personen;

6° vragen over een gemengd verdrag zoals omschreven, enerzijds, in artikel 4 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en, anderzijds, in het Samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten over de nadere regelen voor het sluiten van Gemengde Verdragen, en waarover onderhandelingen aan de gang zijn.

§ 2. Er kan geen enkele volksraadpleging worden gehouden zolang het Grondwettelijk Hof niet over het verzoek tot volksraadpleging heeft beslist of als het Grondwettelijk Hof beslist dat de volksraadpleging één van de normen waarop het toeziet, niet in acht neemt.

§ 3. Er kan geen enkele volksraadpleging worden gehouden in de loop van de zes maanden voorafgaand aan de vastgelegde datum voor een gewestelijke, federale of Europese verkiezing en voor de algehele hernieuwing van de gemeente- en provincieraden. Bij vervroegde federale verkiezingen of gedeeltelijke verkiezingen voor het Waals Parlement, stelt het Waals Parlement de organisatie van een volksraadpleging uit, behalve als er bij meerderheid van twee derde van diens leden een afwijkende beslissing wordt aangenomen.

In geval van een verkiezing die enkel in één of meerdere gemeenten of enkel in één of meerdere provinciedistricten wordt gehouden, kan het Waals Parlement de organisatie van een volksraadpleging uitstellen.

De volksraadpleging kan niet worden gehouden dezelfde dag als de dag waarop een verkiezing, bedoeld in lid 1, wordt gehouden.

Een gewestelijke volksraadpleging en een volksraadpleging op gemeentelijk of provinciaal niveau kunnen niet op dezelfde dag gehouden worden.

Tijdens een legislatuur kan er slechts één volksraadpleging over éénzelfde onderwerp worden gehouden.

Er kan niet meer dan één keer om de zes maanden een volksraadpleging worden gehouden.

HOOFDSTUK II. — *Ontvankelijkheid*

Art. 5. § 1. Het verzoek tot een volksraadpleging, uitgaande van de inwoners, is pas ontvankelijk voor zover de indiening ervan middels een door het Waals Parlement ter beschikking gesteld formulier geschiedt, voor zover het verzoek ofwel bij aangetekende brief, op een papieren informatiedrager, aan de Voorzitter van het Waals Parlement wordt gericht ofwel digitaal via de website van het Parlement wordt ingediend.

Naast de weergave van artikel 196 van het Strafwetboek moet het verzoek hetvolgende bevatten :

1° de ontwerp-vraag of -vragen die aan de volksraadpleging zullen worden voorgelegd, op zulk danige manier geformuleerd dat met ja of neen kan worden geantwoord;

2° het verband tussen de voorgelegde vraag (vragen) en de uitsluitend aan het Gewest toegewezen bevoegdheden;

3° naam, voornaam, geboortedatum en woonplaats van iedere persoon die het initiatief ondersteunt waarbij om de volksraadpleging verzocht wordt, zodat de voorafgaande toezichtsprocedure voor het Grondwettelijk Hof plaats kan vinden;

4° naam, voornaam, geboortedatum en woonplaats van de personen die, onder de personen bedoeld onder 3°, het initiatief nemen en minstens vijf en maximaal vijftientig in getal zijn.

Het verzoek wordt in plenaire zitting behandeld. De termijnen beginnen te lopen vanaf deze behandeling.

§ 2. Om als inwoner een verzoek tot volksraadpleging te kunnen indienen, moeten de voorwaarden vermeld in artikel 3 vervuld zijn op de datum waarop het verzoekschrift wordt ingediend.

§ 3. Het verzoek tot volksraadpleging, uitgaande van leden van het Waals Parlement, is enkel ontvankelijk als het schriftelijk wordt neergelegd, via het daartoe voorziene formulier.

Naast de weergave van artikel 196 van het Strafwetboek moet genoemd verzoek hetvolgende bevatten :

1° de ontwerp-vraag of -vragen die aan de volksraadpleging zullen worden onderworpen, op zulk danige manier geformuleerd dat met ja of neen kan worden geantwoord;

2° het verband tussen de voorgelegde vragen (vragen) en de uitsluitend aan het Gewest toegewezen bevoegdheden;

3° de naam en de voornaam van de parlementsleden die het initiatief ondersteunen, zodat de voorafgaande toezichtsprocedure voor het Grondwettelijk Hof plaats kan vinden.

Het verzoek wordt in plenaire zitting behandeld. De termijnen beginnen te lopen vanaf deze behandeling.

§ 4. Het verzoek tot volksraadpleging is onontvankelijk als het een onderwerp betreft dat tijdens de legislatuur reeds is afgewezen.

Art. 6. § 1. Het verzoek tot volksraadpleging wordt door het Waals Parlement onderzocht, dat nagaat of het aan de vereiste voorwaarden voldoet.

§ 2. Om het Waals Parlement in staat te stellen na te gaan of het verzoek tot volksraadpleging ondersteund wordt door een voldoende aantal geldige handtekeningen, gaat de Griffier van het Waals Parlement over tot de schrapping van :

1° de dubbele handtekeningen;

2° de handtekening van de personen die niet voldoen aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 3;

3° de handtekeningen van de personen ten aanzien van wie de verschafte gegevens ontoereikend zijn om de toetsing van hun identiteit mogelijk te maken.

De controle wordt beëindigd wanneer het aantal geldige handtekeningen is bereikt.

Art. 7. § 1. Het Waals Parlement beslist, bij gewone meerderheid van diens leden, binnen de zestig dagen na de inoverwegingname van de volksraadpleging bedoeld in artikel 5. De beslissing leidt ofwel tot goedkeuring, in voorkomend geval nadat de voorgestelde vragen een andere verwoording hebben gekregen, ofwel tot weigering om de volksraadpleging te houden.

Per onderwerp kunnen maximaal twee vragen worden gesteld.

Het Waals Parlement wordt door een Commissie van deskundigen bijgestaan om de voorgestelde vraag (vragen) te verwoorden.

Termijnen worden opgeschort tijdens het parlementair reces en wanneer de zitting gesloten is.

§ 2. Er kunnen hoorzittingen worden gehouden, met name om de bemerkingen en standpunten voortvloeiend uit de behandeling van het verzoek met de verzoekindieners te delen, zowel wat het principieel zelf van de organisatie van de volksraadpleging aangaat als wat betreft de ontwerp-vraag (vragen) die aan de bevolking zal (zullen) worden voorgelegd.

Wanneer het verzoek van de inwoners van het Waals Gewest uitgaat, worden de verzoekindieners vertegenwoordigd door minstens vijf van de personen bedoeld in artikel 5, § 1, lid 2, 4°.

Art. 8. Wanneer het verzoek tot volksraadpleging uitgaat van de inwoners van het Waals Gewest, beschikken de personen bedoeld in artikel 5, § 1, lid 2, 4^o, voor het indienen van het verzoek tot volksraadpleging bij het Grondwettelijk Hof, over de mogelijkheid om af te zien van hun hoedanigheid van verzoekondertekenaars indien ze achten dat de vraag (vragen), zoals vastgelegd door het Waals Parlement, in bewoordingen zijn geuit waarin zij zich niet kunnen vinden. Als ze ervan afzien, wordt dit meld in de informatiebrochure bedoeld in artikel 14.

Uitsluitend de personen bedoeld in artikel 5, § 1, lid 2, 4^o, mogen afzien van de hoedanigheid van verzoekondertekenaars.

Art. 9. Wanneer het Waals Parlement het houden van de volksraadpleging van een gunstige beslissing heeft voorzien, dient de Voorzitter van het Waals Parlement het verzoek tot volksraadpleging onverwijld bij het Grondwettelijk Hof in.

De beslissing van het Waals Parlement wordt op diens website bekendgemaakt, waarbij vermeld wordt dat het verzoek nog de toezichtsprocedure van het Grondwettelijk Hof moet ondergaan.

HOOFDSTUK III. — *Organisatie*

Art. 10. § 1. Als het Grondwettelijk Hof het verzoek tot volksraadpleging van een gunstige beslissing voorziet, maakt het Waals Parlement de informatie in verband met de volksraadpleging in het *Belgisch Staatsblad* bekend en geeft minstens nadere inlichtingen bij het (de) behandelde onderwerpen, de gestelde vraag (vragen) en maakt, na overleg met de Regering, de datum van de raadpleging bekend.

§ 2. De informatie bedoeld in § 1 wordt verspreid:

- via een bericht, dat opgenomen wordt op de website van het Waals Parlement en op die van de Waalse Overheidsdienst;

- via een bericht dat in minstens drie dagbladen opgenomen wordt met verspreiding over het algehele grondgebied van het Waals Gewest, waaronder één in het Duits;

- via een communiqué dat drie maal verspreid wordt door de R.T.B.F. en de plaatselijke televisiestations.

Art. 11. Er kunnen niet meer dan twee volksraadplegingen tegelijk worden gehouden.

Art. 12. § 1. Wanneer het Grondwettelijk Hof het verzoek tot volksraadpleging van een gunstige beslissing heeft voorzien, worden er twee comités opgericht, één voor "ja" en één voor "neen".

Binnen de zeven werkdagen te rekenen van de bekendmaking van de beslissing van het Hof op diens website, overeenkomstig de artikelen 114 en 118bis, lid 2, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, maakt de griffie van het Parlement een bericht bekend op de website van het Parlement, waarbij de inwoners van het Waals Gewest wordt gemeld dat zij over een termijn van twintig dagen, te rekenen van die bekendmaking, beschikken om de griffie van het Parlement te laten weten, dat ze stichtend lid willen zijn van het ene of het andere comité.

Als één of beide comités niet binnen de termijn kunnen worden opgericht, geschiedt een nieuwe bekendmaking onder dezelfde voorwaarden.

§ 2. Als beide comités niet opgericht kunnen worden na afloop van deze nieuwe bekendmaking, stelt het Parlement vast dat de volksraadpleging niet gehouden kan worden.

§ 3. Bij verstrijken van de termijn bedoeld in § 1, lid 2 of 3, worden de stichtende leden van elk comité binnen de tien dagen door de griffier van het Waals Parlement in de lokalen van het Waals Parlement opgeroepen, om een reglement aan te nemen. In dat reglement wordt de samenstelling van het comité vastgelegd, waarbij de voorwaarden en de nadere regels om bij het comité aan te sluiten worden bepaald. De werking van het comité wordt er eveneens in geregeld. Genoemd comité moet een voorzitter aanwijzen. De leden van het Waals Parlement mogen niet deel uitmaken van het (de) interne orgaan (organen), opgericht in de schoot van het comité.

Elk comité wordt geacht, opgericht te zijn de dag van de vergadering bedoeld in vorig lid.

Art. 13. § 1. Elk comité beschikt over een fonds dat inzonderheid bestemd is voor de uitgaven die in het kader van de campagne zullen worden gedaan.

Elk comité wijst, als zijnde "schatbewaarder van het fonds", één van de aangesloten leden aan, om dat fonds te beheren volgens voorwaarden en nadere regels bepaald door het reglement van het comité.

§ 2. § 2. Het fonds wordt gespijsd door :

1^o een dotatie dat het Waals Parlement in het fonds van elk comité moet storten, waarvan het bedrag bij aanvang van de legislatuur vastgesteld wordt;

2^o de bijdragen aan dat fonds, gestort door de politieke partijen die dit willen doen, op voorwaarde dat de som die door een politieke partij in elk fonds gestort wordt, de 10 % van de dotatie, uitgekeerd door het Waals Parlement, niet overschrijdt. Voor de partijen die geen dotatie krijgen, wordt het maximumbedrag berekend in functie van het aantal verkozenen in het Waals Parlement, overeenkomstig artikel 35 van het Reglement van het Waals Parlement;

3^o de bijdragen aan dat fonds, gestort door de inwoners van het Waals Gewest die dit willen doen, op voorwaarde dat de som die door een inwoner in elk fonds gestort wordt, de som van 500 euro niet te boven gaat.

Als bijdragen in de zin van 3^o worden beschouwd, de giften in geld, de diensten verricht en de goederen verstrekt om een optie die dat comité behartigt, te bevoordelen. Enkel de bijdragen van natuurlijke personen worden toegelaten.

De bijdragen, gestort in ieder fonds, worden door de schatbewaarder van het fonds opgetekend, en hij moet het bedrag van elke bijdrage, of het equivalent ervan, en de herkomst ervan aangeven.

§ 3. De uitgaven, gemaakt door elk comité tot op de dag van de volksraadpleging, worden op het fonds van laatstgenoemde toegerekend. Elke uitgave moet door de schatbewaarder van het fonds van een visum worden voorzien. Voor elk comité worden de uitgaven enkel toegelaten tot en met een maximumbedrag van 750 000 euro.

Als uitgaven worden beschouwd, voor de toepassing van dit bijzonder decreet, alle uitgaven en alle financiële verbintenissen aangaande mondelinge, schriftelijke, klank- en beeldgerelateerde boodschappen om één of andere optie gunstig te beïnvloeden, uitgebracht tussen de dag van oprichting van bewust comité en de dag van de volksraadpleging. De verrekening gebeurt tegen marktprijs.

Als uitgaven worden eveneens beschouwd, voor de toepassing van dit bijzonder decreet, de uitgaven aangegaan door derden ten gunste van één of andere optie, tenzij het (de) betrokken comité(s), onmiddellijk na de kennisgeving van de door de betrokken derden gevoerde campagne, hen bij een ter post aangetekend schrijven aanmanen deze campagne te staken. Dit schrijven wordt bij het verslag, bedoeld in artikel 20, paragraaf 1, gevoegd.

Als uitgaven worden niet beschouwd, de uitgaven bedoeld in artikel 4, § 3, van de wet van 19 mei 1994 tot regeling van de verkiezingscampagne en tot beperking en aangifte van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van het Vlaams Parlement, het Waals Parlement, het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap, alsmede tot vaststelling van de toetsingsnorm inzake officiële mededelingen van de overheid.

Art. 14. Minstens één maand voor de dag van de volksraadpleging stelt het Waals Parlement een brochure ter beschikking van de inwoners, waarin het (de) onderwerp(en) van de volksraadpleging op objectieve wijze wordt (worden) uiteengezet. In deze brochure wordt (worden) de vraag (vragen) opgenomen, waarover de inwoners geraadpleegd zullen worden, en wordt praktische informatie over de nadere stemmingsregels opgenomen.

Deze brochure wordt door het Waals Parlement opgesteld, daarin bijgestaan door een Commissie van deskundigen, met bekendmaking op diens website.

De brochure wordt huis aan huis rondgedeeld.

Art. 15. § 1. De volksraadpleging wordt door de Waalse Regering georganiseerd.

§ 2. De uitgaven, nodig voor de organisatie van een volksraadpleging, zijn ten laste van de begroting van het Waalse Gewest.

Art. 16. De lijst der deelnemers wordt vijfenzeventig dagen voor de datum van de volksraadpleging vastgesteld.

Te rekenen van deze datum kan iedere persoon, die onrechtmatig is ingeschreven, vergeten of geschrapt van deze lijst, een bezwaar indienen bij het Waals Parlement, tot aan de twaalfde dag voorafgaand aan de dag van de volksraadpleging.

Het bezwaar wordt aan het Waals Parlement gericht door middel van een bij de post aangetekend verzoekschrift.

Het Waals Parlement beslist uiterlijk de zevende dag voorafgaand aan de dag van de volksraadpleging over ieder bezwaar, middels een gemotiveerde beslissing.

Art. 17. § 1. De vraag (vragen), alsmede de voorstellen van antwoorden, worden op de oproepingsbrief en op het stembiljet opgenomen, waarbij de vragen duidelijk van elkaar onderscheiden dienen te zijn.

§ 2. Volksraadplegingen worden op zondag gehouden.

De deelnemers worden van acht tot dertien uur tot de stemming toegelaten.

§ 3. Om aan een volksraadpleging deel te nemen, moet men de voorwaarden, om inwoner te zijn, vervullen.

De voorwaarde, bedoeld in artikel 3, 1°, moet verenigd zijn op de datum waarop de lijst der deelnemers is vastgesteld. De voorwaarden bedoeld in artikel 3, 2° en 3°, moeten verenigd zijn de dag van de volksraadpleging.

Deelnemers die na de datum waarop voornoemde lijst is vastgesteld de voorwaarde bedoeld in artikel 3, 3°, verliezen, worden van genoemde lijst geschrapt.

§ 4. De deelname aan de volksraadpleging is niet verplicht.

Elke deelnemer heeft, voor elke gestelde vraag, recht op één stem.

De stemming is geheim.

§ 5. De stemopneming geschiedt enkel indien aan de volksraadpleging deel hebben genomen, :

- minstens 10 % der inwoners;

- en 10 % van de inwoners in de meerderheid van de kieskringen, vastgesteld voor de verkiezingen van het Waals Parlement.

HOOFDSTUK IV. — *Bekrachtiging*

Art. 18. Elke inwoner op de datum van de volksraadpleging kan een bezwaar indienen binnen de tien dagen van de volksraadpleging.

Het Parlement beslist binnen de tien dagen bij gemotiveerde beslissing over dat bezwaar, na de bezwaarindieners of diens advocaat te hebben gehoord.

Deze hoorzitting kan plaatsvinden voor een commissie, ingesteld binnen het Parlement.

Als het Parlement een onregelmatigheid vaststelt, die van dien aard is geweest dat zij een bepalende invloed op de uitslag heeft gehad, wordt de volksraadpleging nietig verklaard.

Art. 19. Het Waals Parlement bespreekt de, binnen de maand van de stemopneming in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte, uitslagen van de volksraadpleging in plenaire vergadering.

HOOFDSTUK V. — *Controle*

Art. 20. § 1. Binnen de dertig dagen volgend op de volksraadpleging, richt de schatbewaarder van elk fonds een verslag met de in dat fonds gestorte sommen, de herkomst van die sommen en de uitgaven gedaan met gelden uit dat fonds aan de voorzitter van de Gewestelijke Commissie opgericht bij het decreet van 1 april 2004 betreffende de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van het Waals Parlement, en de controle op de mededelingen van de voorzitter van het Waals Parlement en de leden van de Waalse Regering. Dat verslag wordt op de website van het Waals Parlement bekendgemaakt.

§ 2. Binnen de dertig dagen na bekendmaking van het verslag kan iedere inwoner een bezwaar indienen, met als grondslag een schending van de regels vastgesteld in artikel 13.

§ 3. Bij verstrijken van die termijn heeft de controlecommissie dertig dagen om, eventueel na de bijstand van het Rekenhof gevraagd te hebben, de juistheid en de volledigheid van elk verslag te behandelen.

Zij kan daartoe alle bijkomende inlichtingen die voor de voltooiing van haar taak nodig zouden zijn, opvragen.

Als er een bezwaar is ingediend krachtens voorgaand lid, beslist de commissie na de bezwaarindieners of diens advocaat te hebben gehoord. Als de commissie oordeelt dat de onregelmatigheid van dien aard is, dat zij de uitslag op doorslaggevende wijze heeft beïnvloed, deelt ze dit aan het Parlement mede, dat zich dan tijdens zijn eerstvolgende vergadering dient uit te spreken over het al dan niet nietigverklaren van de volksraadpleging.

§ 4. Onverminderd de toepassing van § 3, lid 3, kan worden vervolgd, hetzij op initiatief van de procureur des Konings, hetzij op grond van een klacht ingediend door een persoon die van enig belang doet blijken en dienovereenkomstig wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en een geldboete van vijftig tot vijfhonderd euro of enkel één van die straffen:

1° éénieder die een hogere bijdrage dan de bedragen bedoeld in artikel 13, § 2, gestort zal hebben;

2° éénieder die een hogere bijdrage dan de bedragen bedoeld in artikel 13, § 2, aanvaard zal hebben;

3° eenieder die in een comité voor kiespropaganda wetens en willens, ten gunste van één of andere optie, uitgaven doet of verbintenissen aangaat die de maximumbedragen overschrijden waarin is voorzien bij artikel 13, § 3;

4° eenieder die buiten een comité om voor kiespropaganda wetens en willens, ten gunste van één of andere optie, uitgaven doet of verbintenissen aangaat die de maximumbedragen overschrijden waarin is voorzien in artikel 13;

5° eenieder die de bepalingen van artikel 13, § 3, inzake toelaatbare uitgaven overtreden zal hebben.

De procureur des Konings neemt de anonieme aangiften niet in aanmerking.

§ 5. De termijn voor de uitoefening van het initiatiefrecht van de procureur des Konings en voor de indiening van klachten met betrekking tot de in § 4 omschreven overtredingen, verstrijkt de honderdtwintigste dag na de volksraadpleging. De procureur des Konings zendt de Controlegeschiedenis een afschrift toe van de klachten. De procureur des Konings zendt tevens een afschrift aan de personen tegen wie de klacht is ingediend. De kennisgeving geschiedt binnen acht dagen na de indiening van de klachten.

De procureur des Konings geeft de Controlegeschiedenis binnen dezelfde termijn kennis van zijn beslissing om vervolging in te stellen met betrekking tot de in § 4 bedoelde feiten.

§ 6. Eenieder die een klacht heeft ingediend of een vordering heeft ingesteld die ongegrond blijken en waarvan vaststaat dat ze zijn ingediend of ingesteld met het oogmerk om te schaden, wordt gestraft met een geldboete van 50 tot 500 euro.

§ 7. De procureur des Konings kan in het raam van de in § 4 bepaalde vervolging vragen alle inlichtingen te verstrekken in verband met de herkomst van de gelden die voor de financiering van de uitgaven bedoeld in artikel 13, § 3, zijn aangewend.

§ 8. Als de rechtbank zulks beveelt, kan het vonnis ofwel in zijn volledigheid ofwel bij uittreksel in de door genoemde rechtbank aangewezen dag- en weekbladen worden bekendgemaakt.

Art. 21. § 1. In het eindverslag van de Controlegeschiedenis, opgesteld overeenkomstig artikel 20, wordt melding gemaakt van :

1° per comité, het totaal van in het fonds gestorte sommen, met onderscheid tussen de drie categorieën bedoeld in artikel 13, § 2, lid 1, de herkomst van die gelden en de uitgaven gedaan met gelden uit dat fonds;

2° iedere vastgestelde onregelmatigheid;

3° het voorwerp van de eventuele bezwaren en genomen beslissingen.

§ 2. De voorzitter van het Waalse Parlement zendt het eindverslag van de Controlegeschiedenis onverwijld naar de diensten van het *Belgisch Staatsblad* door, die het binnen de dertig dagen na ontvangst ervan bekendmaken.

§ 3. Het eventuele saldo van de sommen, gestort aan de comités, wordt aan het Waals Parlement teruggestort, dat een specifiek fonds opricht voor volksraadplegingen.

HOOFDSTUK VI. — *Diverse bepalingen*

Art. 22. Onverminderd de bepalingen van dit bijzonder decreet worden de praktische nadere regels voor de organisatie, de telling en de totstandkoming van de uitslagen vastgesteld bij een decreet, aangenomen bij gewone meerderheid.

Art. 23. Dit bijzonder decreet treedt in werking op de datum, vastgesteld bij decreet bij gewone meerderheid bedoeld in dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 juli 2018.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

—
Nota

(1) Zitting 2017-2018.

Stukken van het Waalse Parlement 559, (2015-2016) Nrs. 1, 1bis, 2 tot 35.

Volledig verslag, openbare vergadering van 18 juli 2018

Bespreking.

Stemming.